



# SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ÉDITION MAI 2019

En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,2 % de la population active au T4 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. En moyenne au T1 2019, la région compte 321 220 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 0,4 % par rapport au T4 2018 (-1 420 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 499 820, il est stable par rapport au T4 2018 (+ 190 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 242 910 (-0,1 % par rapport au T4 2018, soit - 220 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 256 910 (+0,2 % par rapport au T4 2018, soit + 410 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, la région compte 61 080 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+0,5 % par rapport au T4 2018, soit + 310 demandeurs d'emploi) et 136 340 seniors de 50 ans et plus (+0,6 % par rapport au T4 2018, soit + 750 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 230 700, en hausse de 0,5 % par rapport au T4 2018 (+1 060 demandeurs d'emploi).

A la fin du T4 2018, Paca compte 1 846 083 salariés, soit 588 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 794 704 (+0,0 %, soit + 533 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 51 379 (+0,1 %, soit + 55 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 166 879 emplois salariés y compris intérim, en hausse de 134 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) : +195 emplois hors intérim et -62 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 116 356, en hausse de 10 (+0,0 %) : + 399 emplois hors intérim et - 389 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 903 405, en hausse de 317 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) : - 103 emplois hors intérim et + 419 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 3 401 CUI/PEC et 2 623 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2018 (soit respectivement - 438 et + 70 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T4 2018, Paca compte ainsi 7 888 bénéficiaires de CUI/PEC et 4 230 bénéficiaires de CDDI (respectivement -4 031 et - 72 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2018 à février 2019, la région enregistre 19 926 contrats d'apprentissage, soit 980 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
<b>Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)</b>					
<b>Taux de chômage</b>	<b>10,2 %</b>	T4 2018	<b>-0,4 pt</b>	T3 2018	Insee
<b>Demandeurs d'emploi de catégorie A*</b>	<b>321 220</b>	T1 2019	<b>-1420</b>	T4 2018	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	161 860	T1 2019	-1150	T4 2018	
<i>Femmes</i>	159 360	T1 2019	-270	T4 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	40 800	T1 2019	+180	T4 2018	
<i>50 ans et plus</i>	90 890	T1 2019	-60	T4 2018	
<b>Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*</b>	<b>499 820</b>	T1 2019	<b>+190</b>	T4 2018	
<i>Hommes</i>	242 910	T1 2019	-220	T4 2018	
<i>Femmes</i>	256 910	T1 2019	+410	T4 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	61 080	T1 2019	+310	T4 2018	
<i>50 ans et plus</i>	136 340	T1 2019	+750	T4 2018	
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	230 700	T1 2019	+1060	T4 2018	
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	126 510	T1 2019	+2380	T4 2018	
<i>Entrées</i>	47 780	T1 2019	+1360	T4 2018	
<i>Sorties</i>	47 610	T1 2019	+880	T4 2018	
<b>Emploi (données CVS)</b>					
<b>Emploi salarié**</b>	<b>1 846 083</b>	Fin T4 2018	<b>+588</b>	Fin T3 2018	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
<i>Agriculture, sylviculture et pêche</i>	23 070	Fin T4 2018	-158	Fin T3 2018	
<i>Industrie y compris intérim</i>	166 879	Fin T4 2018	+ 134	Fin T3 2018	
<i>Construction y compris intérim</i>	116 356	Fin T4 2018	+10	Fin T3 2018	
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	903 405	Fin T4 2018	+317	Fin T3 2018	
<i>Tertiaire non marchand y compris intérim</i>	636 373	Fin T4 2018	+287	Fin T3 2018	
<b>Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)</b>					
<b>Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***</b>	<b>3 401</b>	T4 2018	<b>-438</b>	T4 2017	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	7 888	Fin T4 2018	-4031	Fin T4 2017	
<b>Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)</b>	<b>2 623</b>	T4 2018	<b>+70</b>	T4 2017	
Stock de bénéficiaires de CDDI	4 230	Fin T4 2018	-72	Fin T4 2017	
<b>Nouveaux contrats d'apprentissage</b>	<b>19 926</b>	Campagne juin 2018 - février 2019	<b>+980</b>	Campagne juin 2017 - février 2018	Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares

\* Voir avertissement page 2

\*\* Voir avertissement page 7

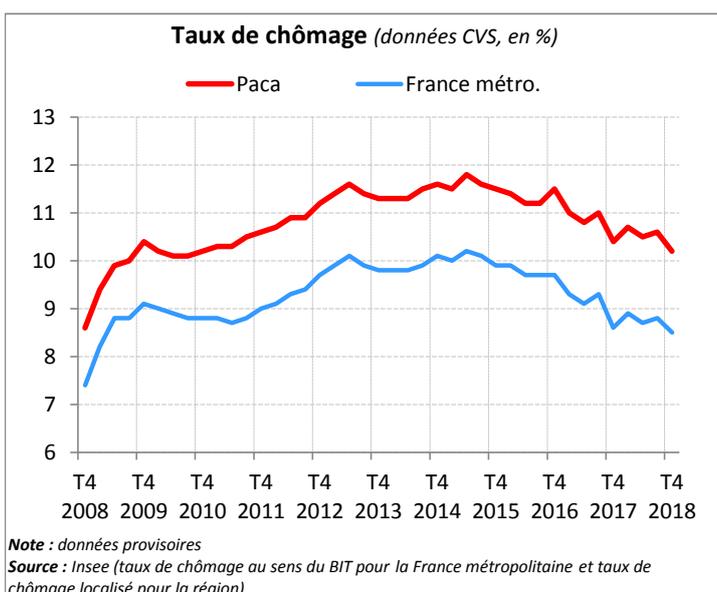
\*\*\* Voir avertissement page 9

## Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

**Avertissement :** depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

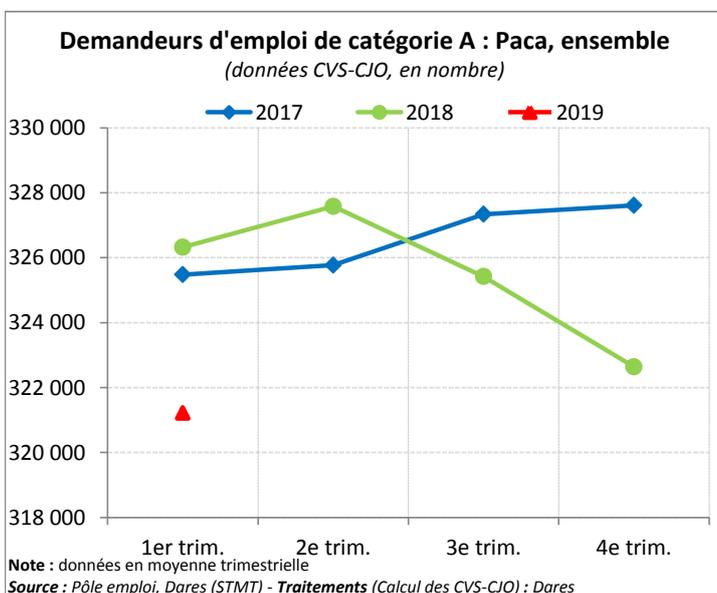
### Taux de chômage



- Au T4 2018, en Paca, le taux de chômage s'établit à 10,2 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,4 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,5 % de la population active au T4 2018. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

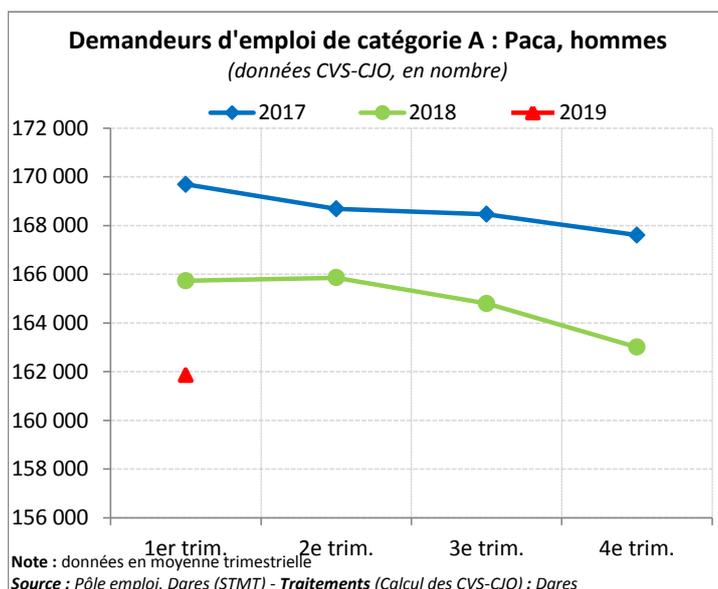
### Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 321 220. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,4 % (-1 420 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,6 % (-5 100 demandeurs d'emploi).

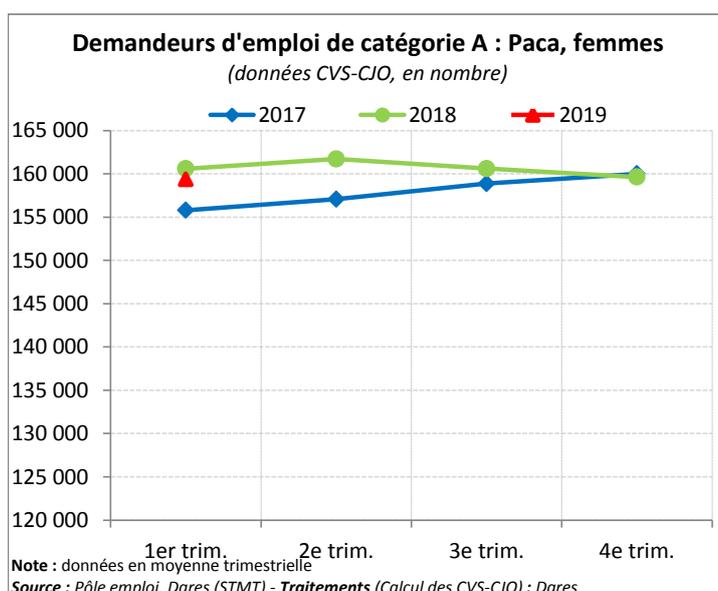
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3391 900 en moyenne au T1 2019, soit une baisse de 0,7 % par rapport au T4 2018 (-24 230 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,5 % sur un an (-53 070 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 161 860. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,7 % (-1 150 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,3 % (-3 870 demandeurs d'emploi).

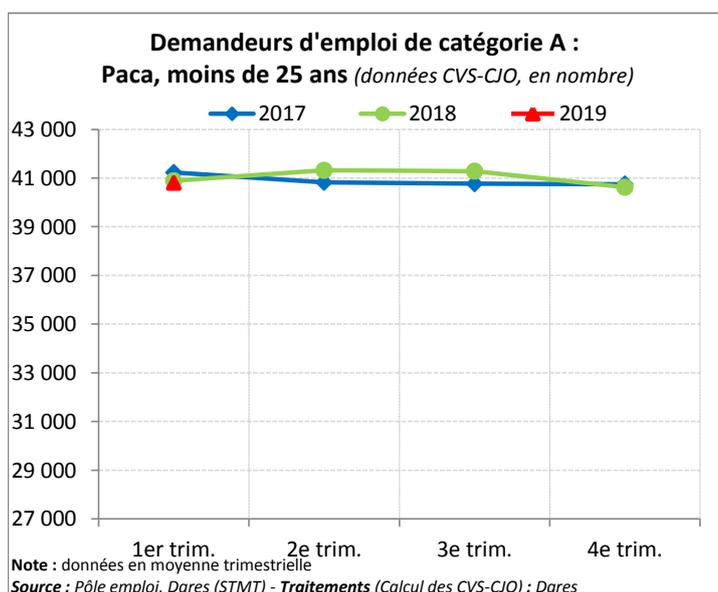
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 717 500 au T1 2019, soit une baisse de 1,0 % par rapport au T4 2018 (-17 770 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,1 % sur un an (-36 070 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 159 360. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,2 % (-270 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,8 % (-1 230 demandeurs d'emploi).

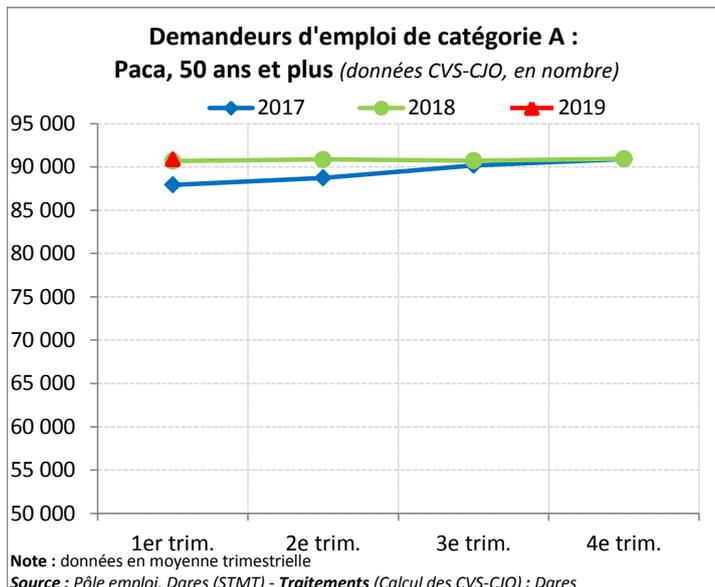
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 674 400 au T1 2019, soit une baisse de 0,4 % par rapport au T4 2018 (-6 470 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-17 000 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 40 800. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 0,4 % (+180 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,2 % (-90 demandeurs d'emploi).

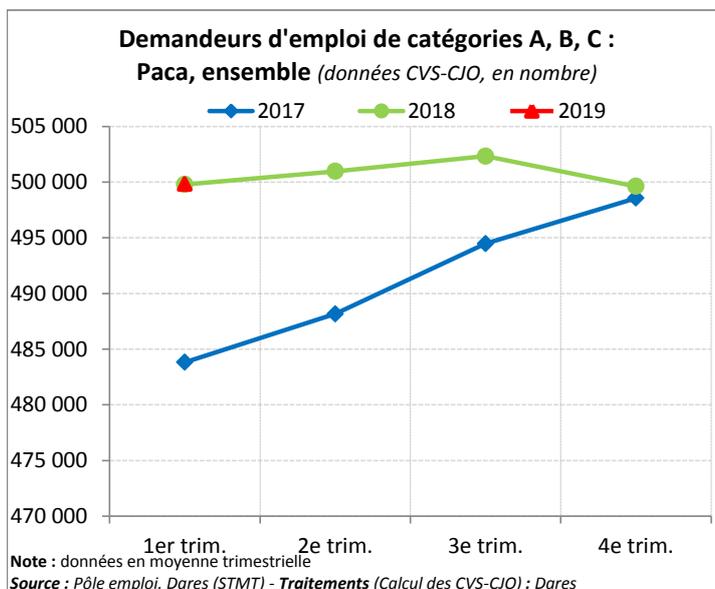
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 458 400 au T1 2019, soit une stabilité par rapport au T4 2018 (-30 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-4 570 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 90 890. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,1 % (- 60 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,2 % (+ 210 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 916 400 au T1 2019, soit une baisse de 0,4 % par rapport au T4 2018 (-3 970 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,1 % sur un an (-1 230 demandeurs d'emploi).

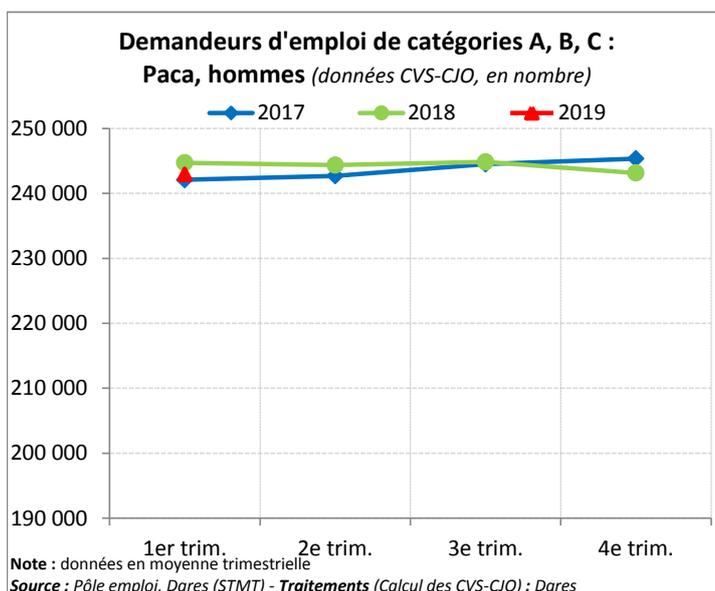
## Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 499 820. Par rapport au T4 2018, il est stable (+ 190 demandeurs d'emploi). Sur un an, il est stable (+ 20 demandeurs d'emploi).

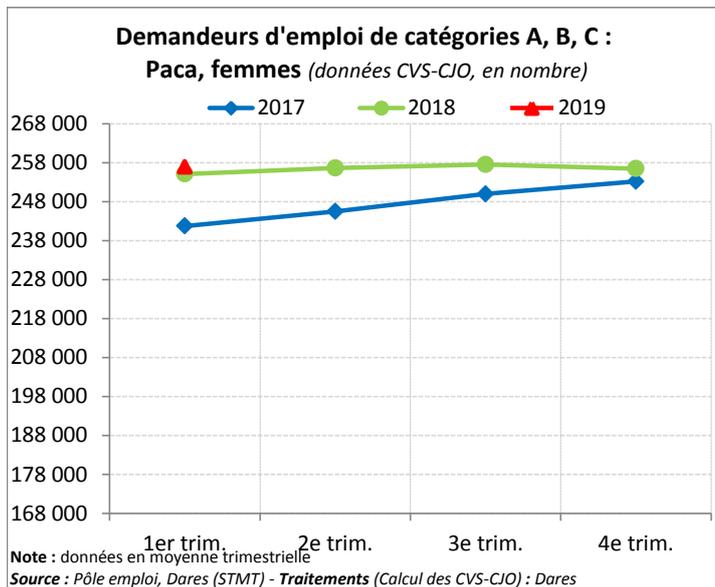
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 603 430 au T1 2019, soit une stabilité par rapport au T4 2018 (-2 140 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,4 % sur un an (-23 300 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 242 910. Par rapport au T4 2018, il est en baisse de 0,1 % (- 220 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,7 % (-1 790 demandeurs d'emploi).

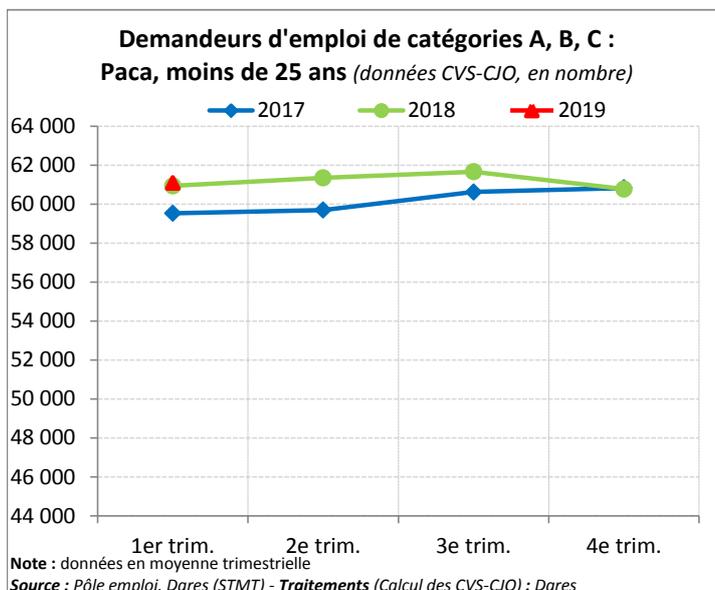
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 687 600 au T1 2019, soit une baisse de 0,2 % par rapport au T4 2018 (-5 470 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,2 % sur un an (-32 470 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 256 910. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 0,2 % (+ 410 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,7 % (+1 810 demandeurs d'emploi).

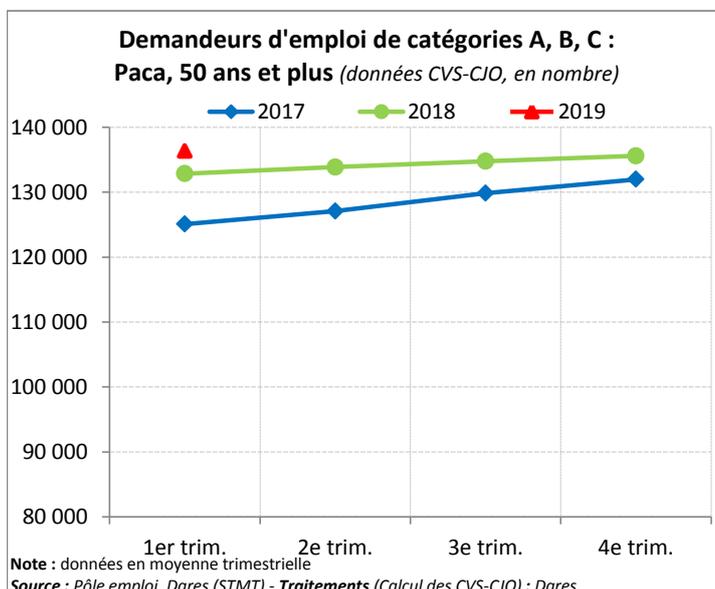
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 915 830 au T1 2019, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T4 2018 (+3 330 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,3 % sur un an (+9 160 demandeurs d'emploi).

### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par âge



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 61 080. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 0,5 % (+ 310 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,2 % (+ 150 demandeurs d'emploi).

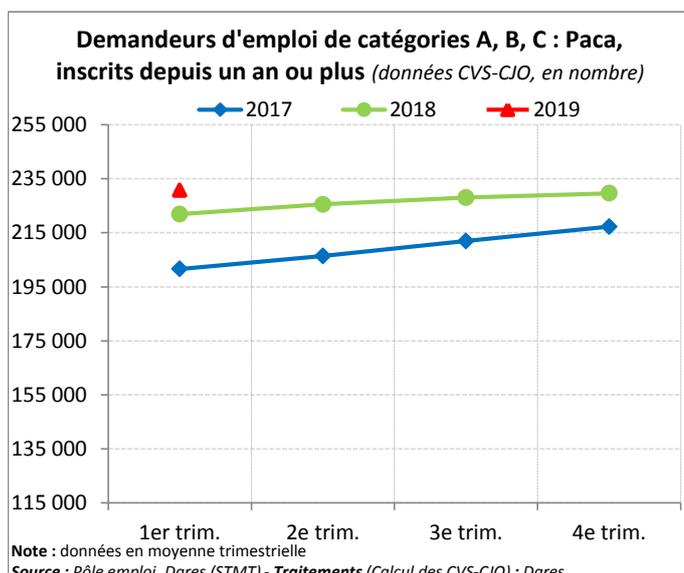
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 274 500 au T1 2019, soit une hausse de 3,1 % par rapport au T4 2018 (+8 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,1 % sur un an (-11 700 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 136 340. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 0,6 % (+ 750 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,6 % (+3 480 demandeurs d'emploi).

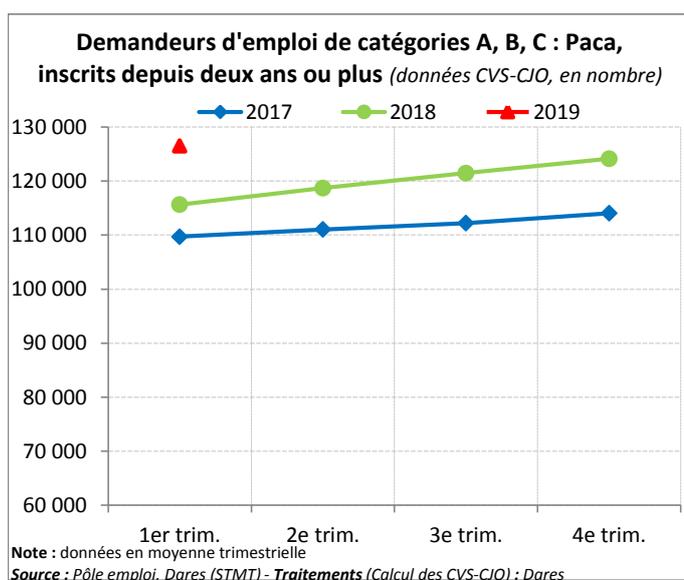
- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 438 170 au T1 2019, soit une hausse de 0,5 % par rapport au T4 2018 (+6 670 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,2 % sur un an (+30 570 demandeurs d'emploi).

## Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 230 700. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 0,5 % (+1 060 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,0 % (+8 770 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 656 870 au T1 2019, soit une hausse de 0,3 % par rapport au T4 2018 (+7 270 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,3 % sur un an (+86 040 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T1 2019, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 126 510. Par rapport au T4 2018, il est en hausse de 1,9 % (+2 380 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 9,4 % (+10 850 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 494 030 au T1 2019, soit une hausse de 1,8 % par rapport au T4 2018 (+26 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,8 % sur un an (+95 030 demandeurs d'emploi).

## Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

### Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T1 2019	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	47 780	2,9	2,1
France métro.	532 200	3,9	2,9

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T1 2019, en Paca, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 2,9 % par rapport au T4 2018. Sur un an, elles progressent de 2,1 %.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 3,9 % par rapport au trimestre précédent.

### Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T1 2019	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	47 610	1,9	2,1
France métro.	527 500	1,3	2,7

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T1 2019, en Paca, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 1,9 % par rapport au T4 2018. Sur un an, elles progressent de 2,1 %.

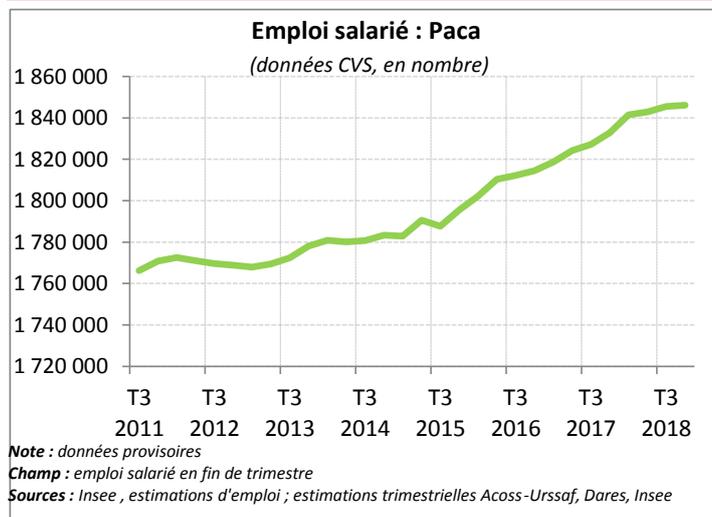
- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

# Emploi

## Emploi salarié

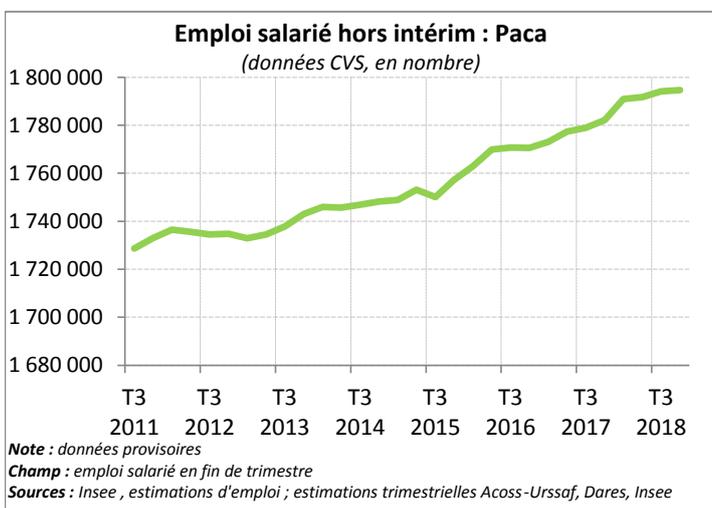
L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

**Avertissement :** à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



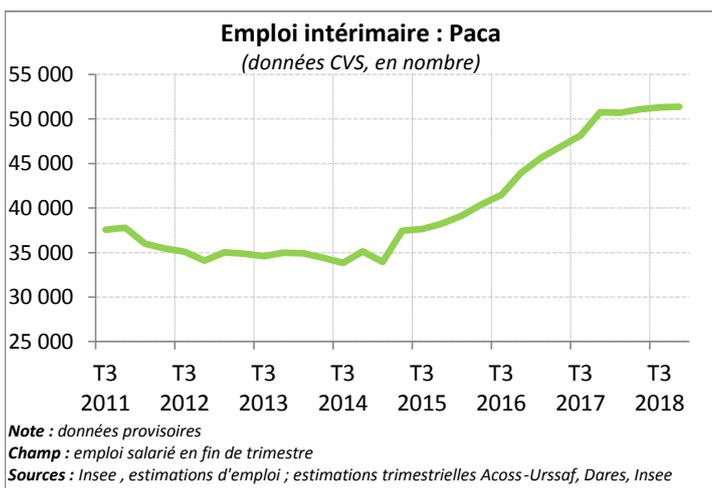
- A la fin du T4 2018, Paca compte 1 846 083 salariés. C'est 588 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 13 185 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).

- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 24 692 415 salariés. C'est 52 112 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 146 263 de plus qu'un an auparavant (+0,6 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 794 704 à la fin du T4 2018 en Paca. C'est 533 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 12 582 de plus qu'un an auparavant (+0,7 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 23 915 041 à la fin du T4 2018. C'est 64 401 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 174 406 de plus qu'un an plus tôt (+0,7 %).

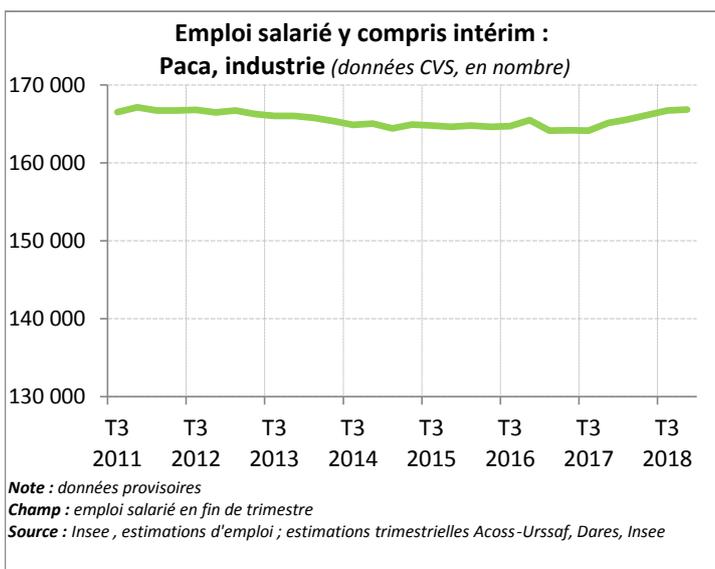


- A la fin du T4 2018, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 51 379 en Paca. C'est 55 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 603 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 777 374 à la fin du T4 2018. C'est 12 289 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-1,6 %) et 28 143 de moins qu'un an auparavant (-3,5 %).

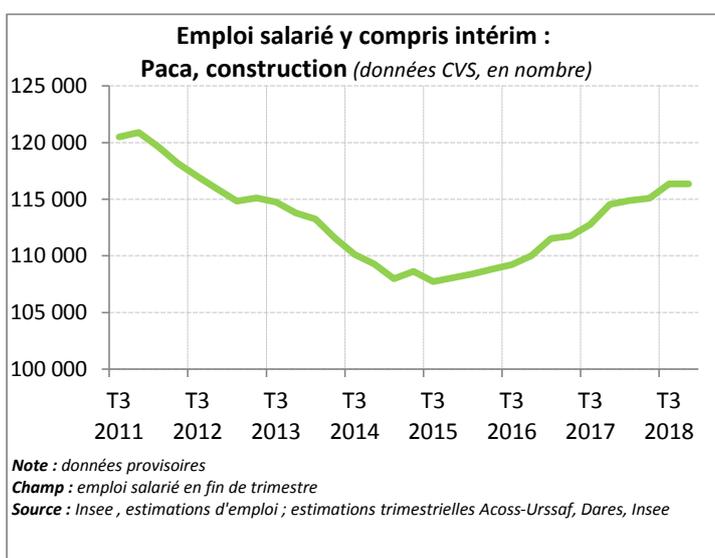
## Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



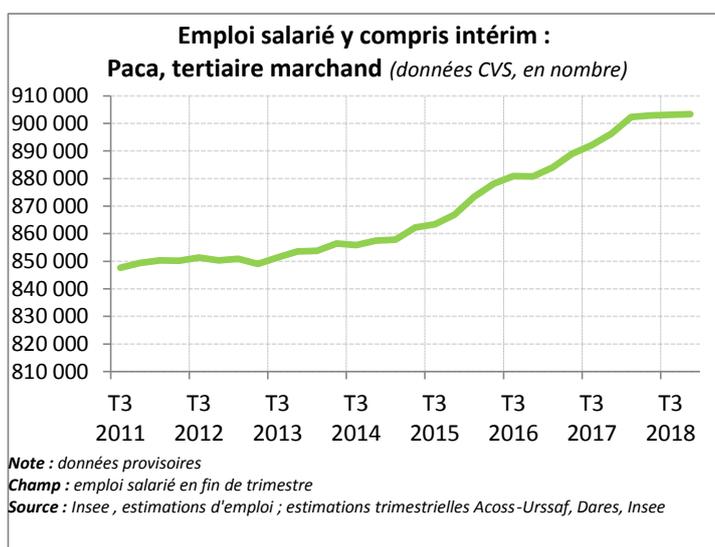
- A la fin du T4 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 166 879. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 134 (+0,1 %) : +195 emplois hors intérim et -62 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 735 (+1,1 %).

- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 3 408 062 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre baisse de 470 (-0,0 %) : +6 223 emplois hors intérim et -6 693 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 18 954 (-0,6 %).



- A la fin du T4 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 116 356. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 10 (+0,0 %) : +399 emplois hors intérim et -389 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 816 (+1,6 %).

- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 1 502 554 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 1 723 (+0,1 %) : +6 554 emplois hors intérim et -4 831 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 19 339 (+1,3 %).



- A la fin du T4 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 903 405. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 317 (+0,0 %) : -103 emplois hors intérim et +419 intérimaires. Sur un an, il progresse de 7 061 (+0,8 %).

- A la fin du T4 2018, la France métropolitaine compte 11 653 252 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2018, ce nombre augmente de 42 458 (+0,4 %) : +44 230 emplois hors intérim et -1 772 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 140 497 (+1,2 %).

## Politiques d'aide à l'emploi

### Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux CUI-CIE est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « Définitions : politiques d'aide à l'emploi » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les Emplois d'avenir ne sont donc plus affichés dans la présente synthèse conjoncturelle.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

### Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

#### Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

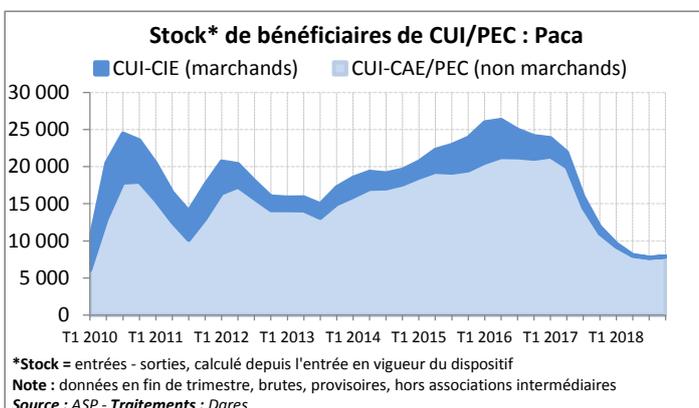
		T4 2018	T4 2017
Paca	<b>CUI/PEC</b>	<b>3 401</b>	<b>3 839</b>
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	3 401	3 770
	CUI-CIE (marchands)	0	69
France métro.	<b>CUI/PEC</b>	<b>25 219</b>	<b>28 978</b>
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	25 026	28 367
	CUI-CIE (marchands)	193	611

- En Paca, 3 401 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 438 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 25 219 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 3 759 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

**Note :** cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

**Source :** ASP - Traitements : Dares



- A la fin du T4 2018, Paca compte 7 888 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 100 % dans le secteur non marchand), soit 4 031 de moins que l'année précédente.

- En France métropolitaine, 93 397 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T4 2018, soit 76 167 de moins qu'un an auparavant.

## Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

### Embauches en CDDI (y compris reconductions)

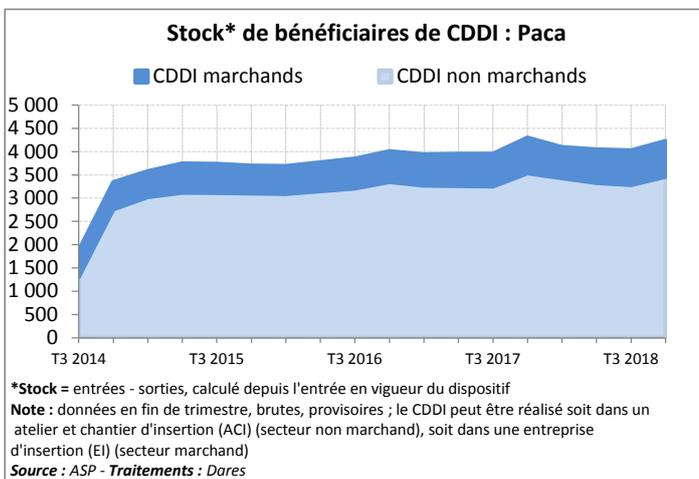
		T4 2018	T4 2017
Paca	<b>CDDI</b>	<b>2 623</b>	<b>2 553</b>
	CDDI non marchands	2 129	2 092
	CDDI marchands	494	461
France métro.	<b>CDDI</b>	<b>40 653</b>	<b>39 501</b>
	CDDI non marchands	31 179	30 459
	CDDI marchands	9 474	9 042

**Note :** cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

**Source :** ASP - **Traitements :** Dares

- En Paca, 2 623 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 70 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

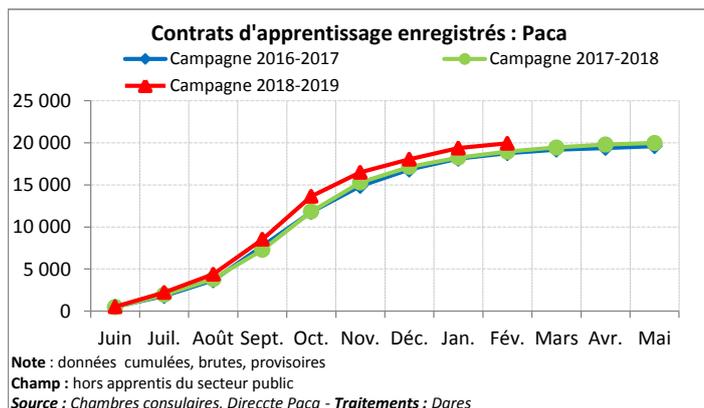
- En France métropolitaine, 40 653 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2018, soit 1 152 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- En Paca, 4 230 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T4 2018, soit 72 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 62 677 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T4 2018, soit 2 598 de moins qu'un an

## Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2018 à février 2019, Paca enregistre 19 926 contrats d'apprentissage, soit 980 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 285 692 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2018 à février 2019, soit 10 955 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

## Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;**
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;**
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;**
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;**
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).**

**ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.**

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

## Définitions : emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

## Définitions : politiques d'aide à l'emploi

**Les contrats aidés.** Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'État. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1<sup>er</sup> juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

**Les contrats en alternance.** Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans ;

- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

## Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS <sup>(1)</sup> .....	Corrigé des variations saisonnières <sup>(1)</sup>
CVS-CJO <sup>(1)</sup> .....	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

<sup>(1)</sup> L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

## Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle [remi.belle@direccte.gouv.fr](mailto:remi.belle@direccte.gouv.fr)

Réalisation : Virginie D'Angelo [virginie.dangelo@direccte.gouv.fr](mailto:virginie.dangelo@direccte.gouv.fr)